

dignes de la réputation qu'ils s'étaient faites avant d'entrer dans cette chambre-ci. Sous d'autres rapports aussi je sympathise avec mon honorable ami. Je n'ai aucun doute qu'il s'est trouvé dans une position sérieusement désavantageuse en faisant une revue de la situation économique du pays.

Je crois qu'il admettra, malgré les remaniements du tarif dont il se plaint et dont je parlerai plus tard, que le progrès que le Canada a fait durant les quatorze années de l'administration libérale a provoqué non seulement l'admiration mais l'étonnement du monde civilisé. Je me rappelle peut-être mieux que mon honorable ami la position dans laquelle le Canada s'est trouvé durant la période de 1878 à 1896. Malgré nos grandes ressources naturelles, dont on a usé ou abusé, comme mon honorable ami le voudra, le Canada n'a été considéré que comme un pays capable de faire, un jour, quelque chose d'important sous un bon gouvernement. Si l'honorable sénateur veut une comparaison, je lui dirai que de 1878 à 1896 le Canada a croupi littéralement. La population émigrant par milliers, par centaine de milliers. Le commerce du Canada, durant ces dix-huit années, n'a fait aucun progrès.

Notre population n'a augmenté que d'un million durant ces dix-huit années. Quel a été le résultat des remaniements du tarif durant les quatorze années de l'administration libérale du Canada? Notre commerce et notre industrie ont augmenté de deux cent quarante millions à huit cent millions de dollars, a plus que triplé durant ces quatorze années. Non seulement le commerce et l'industrie du Canada ont augmenté, mais le revenu est, en 1910, environ le triple de ce qu'il était en 1910. Et ce que j'estime dix fois plus que l'augmentation de notre commerce et de notre industrie, c'est que la population du Canada, qui avait, comme je l'ai dit, diminué plutôt qu'augmenté, durant plusieurs années, s'est accrue rapidement sous l'administration actuelle. Lorsque se fera le prochain recensement, la population du Canada accusera une augmentation. Je comprends l'attitude difficile que mon honorable ami a prise. Il nous a accusé d'inconséquences. Il peut avoir été fait autrefois des expériences qui ne concordent pas avec les convictions qui peuvent animer aujourd'hui

Hon. sir RICHARD CARTWRIGHT.

ces hommes, mais je crois que les sénateurs de la gauche constateront qu'il est encore plus difficile de concilier les vues exprimées par ses partisans, dans l'autre Chambre et les vues qu'il a exprimées ici. Je n'ai pas remarqué qu'il ait exprimé une opinion arrêtée sur l'opportunité d'abaisser le tarif. Il peut y avoir des raisons pour cela. Venant d'une région comme celle que mon honorable ami habite, il peut ne pas vouloir s'opposer à ce qu'un grand nombre de ses concitoyens désirent dans l'Ouest. Il a traité longuement la question de la réciprocité et il a blâmé le gouvernement à ce sujet. Je me permettrai de lui dire qu'il a fait erreur.

Il se trompe grandement quand il prétend que le gouvernement du Canada, depuis 1896, s'est jamais déclaré hostile à une raisonnable mesure de réciprocité en faveur des Etats-Unis. Après le résultat de la mission à Washington relativement à la Haute commission Mixte, le premier ministre a dit qu'il ne s'adresserait pas aux Etats-Unis avant d'avoir la parfaite assurance qu'ils étaient mieux disposés à ce sujet qu'ils ne l'avaient été. Or, honorables sénateurs, cette question est de la plus grande importance, et je désire déclarer qu'à ma connaissance et à la connaissance du public, le gouvernement des Etats-Unis avait beaucoup changé d'attitude durant les deux dernières années, que l'opinion du peuple américain avait aussi changé à l'égard du Canada et de l'empire anglais. Il n'y a aucun doute qu'à une époque le peuple et probablement les politiciens des Etats-Unis, qui auraient dû savoir mieux, étaient d'avis que le Canada ne pouvait devenir prospère s'il était empêché d'avoir libre accès à leurs marchés.

Je me rappelle que pendant que les négociations se poursuivaient à Washington j'eus l'occasion de faire remarquer aux membres américains de la Haute Commission qu'ils se trompaient beaucoup s'ils supposaient que le Canada allait s'adresser aux Etats-Unis avec le chapeau sous le bras. Je leur fis remarquer que de tous leurs clients le Canada était un de ceux qui achetaient le plus, par tête, des Etats-Unis et qu'il devait être traité plus libéralement, et je leur dis que dans quelques années ils constateraient que le Canada pourrait se passer d'eux, que le Canada prospérerait